



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 4 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU

54 avenue de l'Atlantique
CS 50309
53000 Laval

Références : 2024-097_INSP_RAP_AS_PGLA Entrammes
Code AIOT : 0006300457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU implanté Les Pommeraies 53260 Entrammes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
- Les Pommeraies 53260 Entrammes
- Code AIOT : 0006300457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roches massives en cours de renouvellement et extension par approfondissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Application de l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rapport annuel d'activités	Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 2.4.9	Demande d'action corrective	1 mois
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 3.2.1 §8	Demande d'action corrective	1 mois
6	Risques géotechniques	Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 2.4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Compensation mares à batraciens	Code de l'environnement du 08/10/2021, article L. 411-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Adaptations locales aux prescriptions sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection, conduite dans le cadre du renouvellement et d'extension de son autorisation d'exploiter, laisse apparaître des aspects perfectibles qui étaient déjà en cours de traitement comme la rétention des huiles et l'état des pistes ou dont la prise en charge a été empêchée ou ralentie par les conditions météorologiques particulièrement défavorables à leur réalisation.

L'ensemble de ces dispositions seront réexaminées dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral, en cours de rédaction à la suite de l'enquête publique qui a porté sur la demande d'extension.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Champ d'application
Prescription contrôlée – I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<p>Constats – Les eaux pluviales captées par l'excavation sont dirigées en fond de carrière et collectées en mélange avec les eaux souterraines rabattues.</p> <p>La mesure des rejets de la carrière dans la Jouanne (exhaures = eaux souterraines rabattues + eaux de ruissellement captées par l'excavation) est réalisée par un canal venturi qui enregistre les volumes restitués. Selon le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) de 2021, (tome 2 page 61) en phase finale d'instruction, les exhaures sont prises en compte à hauteur de 352 000 m³/an dont 86 400 m³ estimés correspondent aux eaux météoriques pour une surface captée de près de 30 ha et 266 000 m³/an sont des eaux souterraines captées. Pour mémoire, les restitutions mesurées en 2022 étaient de 240 000 m³ et en 2023 de 370 000 m³.</p> <p>Les consommations d'eau de la carrière concernent les eaux sanitaires des besoins des personnels (300 m³/an), prélevées dans le réseau d'adduction d'eau potable ainsi que les consommations techniques propres au fonctionnement du chantier qui sont satisfaits par des prélèvements dans les exhaures, essentiellement la station de lavage des matériaux (5 à 10 000 m³/an) et de la centrale à béton (estimés à 2 000 m³/an) qui fonctionnent en circuits fermés, les postes de rabattements des poussières (arrosage des pistes, brumisation des têtes des jetées de tapis roulants...) et la station de lavage des véhicules dont les eaux usées sont traitées avant rejet.</p> <p>Selon l'article 2 de l'arrêté visé, la détermination du volume de référence ne doit pas tenir compte des usages dits « incompressibles » qui peuvent porter, dans le cas des carrières, sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>la protection de l'environnement</u>, les rejets liés au soutien du débit d'étiage des cours d'eau, le traitement des poussières... ; ➤ <u>la protection des personnes et des biens</u>, les pompages des eaux d'exhaures en carrières ou dans les mines pour empêcher l'inondation des sites ; ➤ <u>l'alimentation en eau potable</u>, les utilisations de l'eau pour la consommation des personnels présents sur site, les sanitaires, les douches... <p>Il résulte de cette approche que les eaux consommées pour alimenter les appoints lavages des matériaux et de la centrale à béton qui fonctionnent en circuits fermés, les eaux nécessaires à la fabrication des bétons et les eaux de lavages des véhicules sont potentiellement soumis aux</p>

restrictions prévues au §I de l'article 2 précité.

Par ailleurs, selon la note d'application (version du 05/07/2023) de l'AM du 30/06/2023, la définition du " Prélèvement d'eau total " qui sert à définir l'applicabilité ne prend pas en compte " les eaux de pluies récupérées ".

Ainsi, sur la base des hypothèses et lectures précitées, il apparaît que le volume de référence à prendre en compte pourrait se situer aux alentours de la valeur seuil d'applicabilité de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Ces éléments d'analyse résultant des données du DDAE constituent autant d'estimations qui doivent être périodiquement réévalués. Par conséquent, **l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'entretenir les données relatives à l'applicabilité de l'arrêté ministériel du 30/06/2023**. En outre, cette analyse nécessitera d'être ajustée à la lumière des évolutions attendues du texte relative à la gestion des épisodes de sécheresse.

Indépendamment de l'applicabilité de ce texte, l'exploitant a présenté l'inspection une démarche de Groupe qui prend la forme d'un guide interne intitulé « Gestion de l'eau en carrières – Comment mesurer et économiser nos consommations » en phase de finalisation que le Groupe Pigeon souhaite appliquer que toutes ses installations. Ce guide prépare la gestion des crises « sécheresse » mais plus largement les économies de la ressource et la bonne gestion de l'eau et des effluents produits par les sites. **L'inspection des installations classées tient à souligner cette initiative dont la mise en application va permettre d'harmoniser les pratiques individuelles des établissements et faire progresser globalement le Groupe industriel.**

L'exploitant prévoit la mise en application de des installations classées de l'ensemble des recommandations de ce guide pour la fin de l'année 2024. Toutefois, **l'inspection des installations classées demande à ce que l'évaluation des volumes de références ainsi que les éventuelles mesures à prendre en cas d'apparition de situations de crise soient prêtes pour la prochaine saison sèche.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Adaptations locales aux prescriptions sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 III

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions locales « Sécheresse » plus contraignantes

Prescription contrôlée – III. – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du Code de l'environnement.

Constats – Indépendamment des dispositions de l'arrêté référencé, l'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20/04/2023, relatif à la mise en œuvre de mesures de limitation des usages de l'eau en période d'étiage, qui s'appliquent de manière concomitante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport annuel d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 2.4.9

Thème(s) : Autre, Enquête annuelle

Prescription contrôlée – L'exploitant transmet chaque année à l'inspection des installations classées [...] un bilan d'activités [...]

Constats – L'exploitant rédige tous les ans le rapport d'activités de l'exercice précédent, celui de 2023, intitulé « Bilan annuel 2023 – Suivi environnemental des carrières », a été transmis au cours

de cette visite. Celui de l'année 2022 était disponible. Ces constats résultent de leur examen a posteriori de la visite.

Ces synthèses annuelles constituant des éléments périodiques de surveillance de la carrière, il est opportun d'y faire figurer l'intégralité des suivis relatifs aux activités de l'établissement et de leurs interfaces avec l'environnement, tout particulièrement ceux pointés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il est attendu de l'exploitant qu'il commente les contrôles réalisés et se positionne quant à la conformité des résultats ou aux actions d'améliorations ou correctives à mener.

En cas d'écart ou de dérive observé, le retour d'expérience doit analyser l'incident et la présentation du plan d'actions qui va permettre de revenir à une situation conforme. Si des dépassements de valeurs réglementaires sont relevés, l'exploitant doit solder l'évènement par une nouvelle mesure après intervention et ne peut pas attendre l'échéance de la routine suivante.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'incrémenter les mesures successives afin de visualiser les tendances et lui permettre de programmer les interventions à conduire (entretien, maintenance).

Sans revenir sur la rédaction du rapport 2023, il est attendu, pour celui de 2024, une analyse plus approfondie du fonctionnement de la carrière vis-à-vis de chaque compartiment de l'environnement, conformément aux dispositions du projet de règlement faisant suite à l'instruction de la demande d'approfondissement présentée en 2021.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : Sans délai

N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel

Prescription contrôlée – Surveillance des incidences des rejets d'exhaures dans la Jouanne 2022 et 2023

Constats – Concernant les eaux d'exhaures rejetées – La surveillance des rejets dans les eaux superficielles, réalisée tous les trimestres, ne rend pas compte de la mesure de la modification de la couleur des effluents, du débit de rejet et des flux de polluants, alors que le suivi de ces paramètres est prescrit (art. 3.2.2.3).

La mesure de la DCO s'appuie sur la norme NF T 90-101 dont la limite de quantification (LQ) est de 30 mg/l alors que la VLE prescrite est fixée à 20 mg/l pour ce polluant (art. 3.2.2.3). L'exploitant doit porter à connaissance ou signaler les prescriptions inadaptées afin de les corriger, sans quoi la carrière affiche une non-conformité récurrente. Par ailleurs, la mesure du T2/2023 est de 33 mg/l, supérieure à la LQ, sans commentaire ni mesure de contrôle, sauf à dire que les rejets sont peu chargés.

Concernant les modalités de prélèvement, il est rappelé que la tolérance envisagée par l'art. 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 qui précise que « *En ce qui concerne les paramètres MEST, DCO et HCT, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites* » s'applique uniquement aux rejets qui font l'objet d'un contrôle continu ou de multiples mesures. En aucun cas, il ne peut être envisagé que cette disposition s'applique à des mesures ponctuelles unique sur la période prescrite, ce qui reviendrait à fixer les VLE au double des valeurs limites prévues par la réglementation.

Concernant les valeurs limites d'émissions (VLE) fixées par le règlement, il est rappelé que les valeurs retenues par les textes nationaux sont des valeurs planchers en-deça desquelles il n'est pas envisagé d'accepter une DAE, sauf à ce que le texte concerné ne fixe explicitement des possibilités de dérogations qu'il convient alors de justifier. Par contre, le Code de l'environnement prévoit le principe de la réduction continue des émissions dans les milieux ce qui permet de prescrire des valeurs d'émissions plus contraignantes. Ces dernières sont généralement proposées pour des questions environnementales liées notamment à la qualité du milieu récepteur, des performances standards des outils de traitement mais également les caractéristiques des effluents (quantité, traitabilité...). Par exemple, il s'avérerait contre-productif d'imposer une VLE réduite à un industriel

qui ferait l'effort de concentrer ses effluents et dont le traitement atteindrait les limites techniques des moyens utilisés (la notion de techniquement et économiquement acceptable).

Pour les MEST, les exhaures de la carrière contiennent des matières minérales facilement décantables pour lesquelles l'efficacité du traitement résultent exclusivement de la taille et de la qualité de l'entretien des bassins de décantation. Concernant la DCO, les exhaures ne sont pas censées contenir de matières dégradables.

Par conséquent, la bonne gestion des émissions dans l'eau n'est pas d'assouplir, sans justifications acceptables, le règlement actuel à hauteur des limites admises par l'arrêté ministériel, ce qui aurait pour conséquence de potentiellement dégrader la qualité du milieu naturel.

Concernant les eaux de lavage des engins – L'efficacité du traitement des eaux de la station de lavage des véhicules et de la station de distribution de carburants est mesurée périodiquement par une mesure annuelle, non demandée par l'arrêté d'autorisation, est une bonne pratique qui mériterait d'être renforcée par un contrôle régulier de l'état d'encrassement du séparateur afin d'engager son nettoyage au moment opportun.

Concernant la mesure des eaux de La Jouanne, les bilans 2022 et 2023 indiquent une surveillance semestrielle de La Jouanne alors qu'ils rendent compte d'analyses annuelles. Le bilan 2022 indique une valeur Aval de La Jouanne de 59 mg/l correspondant au double de la valeur mesurée en amont (< LQ de 30 mg/l) sans qu'aucune analyse ou recherche de l'anomalie ne soit commentée.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'expliquer sur chacun des points abordés et d'une manière générale, en lien avec le point de contrôle précédent, de rehausser la qualité de son suivi et du bilan de restitution des contrôles faits au cours de l'exploitation de la carrière.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : Sans délai

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 3.2.1 §8

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des fluides dangereux

Prescription contrôlée – Tout stockage susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume [...]

Constats – Les fûts de 220 l d'huile sont entreposés, épars, sans protection physique ni cuvette de rétention. L'exploitant explique cette situation, qu'il reconnaît non conforme, par la construction en cours d'un bâtiment qui sera dédié à l'accueil de ces fluides (dalle d'accueil et éléments d'élévation du futur bâtiment vus pendant la visite).

Si cette construction est de nature à améliorer la qualité future de l'entreposage de ces substances, pour autant leur stockage pendant la phase de travaux doit être sécurisé. Par conséquent, **l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de placer ces fûts dans les cuvettes de rétention adaptés et conformes aux attendus réglementaires.**

Par ailleurs, l'exploitant dispose de plusieurs réservoirs de carburants pour alimenter ses différents véhicules et engins. Si le principal de 50 m³ de gasoil est double-enveloppe et enterré, les réservoirs de gasoil non routier (GNR) et d'AdBlue, également double enveloppe mais aériens, sont implantés sur une zone tampon positionnée entre la station de lavage des véhicules et la distribution des carburants. Ces réservoirs, tout comme le poste de distribution de gasoil, sont potentiellement exposés à des chocs mécaniques et ne sont protégés que par un trottoir d'au plus 10 cm de hauteur.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place des barrières de protection physique de ces équipements (réservoirs aériens et poste de distribution du gasoil) afin qu'ils soient protégés contre les heurts de véhicules.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : Sans délai

N° 6 : Risques géotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2009, article 2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risques géotechniques

Prescription contrôlée – En cours d'exploitation, et notamment après des tirs d'abattage, les fronts de taille sont purgés.
--

Les pistes et plates plate-formes sont entretenues
--

Constats – La visite a montré que plusieurs fronts de taille en cours d'exploitation présentaient des fracturations importantes susceptibles de rendre des blocs rocheux instables. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la purge de ces fronts et, dans l'attente, de mettre en place des mesures de protection et d'isolement suffisantes en cas d'éboulement de blocs.

La visite a également montré que certaines pistes et plate-formes de travail avaient été affectées par les événements météorologiques récents. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder aux réparations de ces dommages.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
--

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : Sans délai

N° 7 : Compensation mares à batraciens

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2021, article L. 411-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation
--

Prescription contrôlée – I. - [...] le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : [...]

3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces [...]

Constats – Une mare visant à favoriser la reproduction des batraciens a été construite dans une zone délaissée par l'exploitation pour le développement des intérêts naturels, en compensation de mares qui seront à termes détruites par l'avancement des extractions. Cette construction a été présentée et acceptée dans ses principes pendant la consultation qui a accompagné la demande d'autorisation d'approfondissement.
--

Il est apparu que cette mare est à sec malgré les épisodes pluvieux récemment dans le secteur.
--

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer que la mesure compensatoire proposée remplisse sa fonction de substitution aux mares qui seront détruites ou, le cas échéant, de proposer un autre emplacement pour répondre à cette obligation.

Dans dernier, il appartient à l'exploitant de respecter les délais de saisonnalité et de recouvrement des milieux disponibles avant la destruction de toutes mares actuellement actives.
--

Type de suites proposées : Susceptible de suites
--

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : Sans délai
